

## **Avis de convocation / avis de réunion**

---

**GLOBAL ECOPOWER**

Société Anonyme à Conseil d'administration au capital de 2 277 622,38 €  
Siège social : Arterparc de Bachasson, Rue de la Carrière de Bachasson, 13590 Meyreuil  
R.C.S. Aix en Provence 378 775 746

**Avis de réunion valant avis de convocation à l'Assemblée Générale Mixte du 25 avril 2019**

Les actionnaires de la société GLOBAL ECOPOWER (la « Société ») sont informés qu'ils sont convoqués en Assemblée Générale Mixte, **le 25 avril 2019 à 11h**, au siège social de la Société, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour et les projets de résolutions suivants :

**Ordre du jour relevant de la compétence de l'Assemblée Générale Ordinaire :**

- Approbation des comptes sociaux et des opérations de l'exercice clos le 31 décembre 2018 ; quitus à donner,
- Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2018,
- Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2018,
- Approbation et ratification des conventions visées à l'article L. 225-38 et s. du Code de commerce,
- Fixation du montant des jetons de présence alloués aux membres du Conseil d'administration,
- Renouvellement du mandat de Monsieur Jean-Marie SANTANDER,
- Renouvellement du mandat de Monsieur Richard FINDYKIAN,

**Ordre du jour relevant de la compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire :**

- Délégation de compétence à donner au Conseil d'administration à l'effet de décider l'émission d'actions et/ou des valeurs mobilières diverses ou donnant droit à un titre de créance, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit de catégories de personnes conformément aux dispositions de l'article L. 225-138 du Code de commerce
- Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration en vue d'émettre des obligations à chacune desquelles est attaché un bon de souscription d'action avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit d'une catégorie de bénéficiaires
- Suppression du droit préférentiel des actionnaires
- Délégation de compétence à donner au Conseil d'administration à l'effet d'émettre et d'attribuer des bons de souscription d'actions avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit d'une catégorie de personnes
- Délégation de compétence au Conseil d'administration pour procéder à une augmentation du capital social en faveur des salariés, conformément aux articles L.225-129-6 du Code de commerce et L.3332-1 et suivants du Code du travail
- Pouvoirs en vue de l'accomplissement des formalités

**I — Résolutions relevant de la compétence de l'Assemblée Générale Ordinaire**

**Résolution n°1** (*Approbation des comptes sociaux et des opérations de l'exercice clos le 31 décembre 2018*) ; *quitus à donner*. — L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales ordinaires après avoir pris connaissance des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes approuve lesdits rapports, l'inventaire, le bilan, le compte de résultat et les annexes arrêtés au 31 décembre 2018, tels qu'ils ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports, se soldant par un bénéfice de 4 498 860 euros.

L'Assemblée Générale approuve également le montant des dépenses non déductibles de l'impôt sur les sociétés, visées à l'article 39, 4° du Code Général des Impôts qui s'élèvent à 97 670 €, telles que résumées dans le rapport du Conseil d'administration.

En conséquence, l'Assemblée Générale donne pour l'exercice clos le 31 Décembre 2018 quitus de leur gestion aux membres du Conseil d'administration.

**Résolution n°2** (*Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2018*). — L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales ordinaires après avoir entendu la lecture du rapport du Commissaire aux comptes, sur les comptes consolidés, approuve les comptes consolidés au 31 décembre 2018, que la Société Global EcoPower présente volontairement, se soldant par un bénéfice net de l'ensemble consolidé de 2 677 milliers d'euros, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans le rapport sur la gestion du groupe inclus dans le rapport de gestion.

**Résolution n°3** (*Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2018*). — L'Assemblée Générale constate que les comptes arrêtés au 31 décembre 2018 et approuvés par la présente assemblée font ressortir un bénéfice de 4 498 860 €.

L'Assemblée Générale, approuvant la proposition du Conseil d'administration, décide d'affecter le résultat de la manière suivante :

**Origine :**

- Résultat bénéficiaire de l'exercice : 4 498 860 €

**Affectation :**

- Au poste « Réserve Légale », pour un montant de 44 693 €
- Au poste « Autres réserves », pour un montant de 4 454 167 €.

L'Assemblée Générale prend acte qu'aucun dividende n'a été distribué au titre des trois derniers exercices

**Résolution n°4** (*Approbation et ratification des conventions visées aux articles L.225-38 et s. du Code de commerce*). — Statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires sur le rapport spécial qui lui a été présenté sur les conventions visées aux articles L.225-38 et suivants du Code de commerce, l'Assemblée Générale approuve, dans les conditions de l'article L.225-40 dudit code, et ratifie chacune des conventions qui y sont mentionnées, ainsi que ledit rapport.

**Résolution n°5** (*Fixation du montant des jetons de présence alloués aux Administrateurs*). — L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, fixe le montant global des jetons de présence à répartir entre les Administrateurs pour l'exercice en cours à 200 000 euros.

**Résolution n°6** (*Renouvellement du mandat de Monsieur Jean-Marie SANTANDER*). — L'Assemblée Générale constate que le mandat d'administrateur de Monsieur Jean-Marie SANTANDER est arrivé à son terme et décide de le renouveler pour une nouvelle période de 6 années, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée tenue dans l'année 2025, appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé.

**Résolution n°7** (*Renouvellement du mandat de Monsieur Richard FINDYKIAN*). — L'Assemblée Générale constate que le mandat d'administrateur de Monsieur Richard FINDYKIAN est arrivé à son terme et décide de le renouveler pour une nouvelle période de 6 années, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée tenue dans l'année 2025, appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé.

## II — Résolutions relevant de la compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire

**Résolution n°8** (*Délégation de compétence à donner au Conseil d'administration à l'effet de décider l'émission d'actions et/ou des valeurs mobilières diverses ou donnant droit à un titre de créance, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit de catégories de personnes conformément aux dispositions de l'article L.225-138 du Code de commerce*). — L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, et du rapport spécial du Commissaire aux comptes, et constaté la libération intégrale du capital social, statuant conformément aux dispositions des articles L.225-129 à L.225-129-6, L.225-135, L.225-138, L.228-91 et suivants du Code de commerce :

**Délègue** au Conseil d'administration avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, sa compétence à l'effet de décider en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, à titre onéreux ou gratuit, en euro ou en toute autre monnaie ou unité monétaire établie par référence à plusieurs monnaies, tant en France qu'à l'étranger, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, l'émission d'actions de la Société et/ou de valeurs mobilières (i) donnant accès immédiatement et/ou à terme au capital de la Société ou de sociétés qui possèderaient directement ou indirectement plus de la moitié du capital de la Société ou de sociétés dont elle possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital, ou (ii) donnant droit à l'attribution d'un titre de créance, étant précisé que la libération des actions pourra être opérée soit en espèces soit par compensation de créances ;

**Décide** qu'est expressément exclue toute émission d'actions de préférence et de valeurs mobilières donnant accès à des actions de préférence ;

**Décide** que le montant nominal maximum des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement et/ou à terme en vertu de la présente délégation de compétence ne pourra excéder un montant nominal de vingt millions d'euros (20.000.000 €), étant précisé que (i) ce plafond ne tient pas compte des ajustements susceptibles d'être effectués, conformément à la loi et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustement, pour préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières ou autres droits donnant accès au capital et que (ii) ce montant s'imputera sur le montant du plafond global fixé à la Résolution n°17 de l'Assemblée Générale du 10 décembre 2018 ;

**Délègue** également sa compétence au Conseil d'administration pour décider l'émission de valeurs mobilières qui sont des titres de créances donnant accès à du capital à émettre de la Société ;

**Décide** que le montant nominal global des valeurs mobilières représentatives de titres de créance donnant accès au capital social à émettre de la Société, susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation sera au maximum de vingt millions d'euros (20.000.000 €) ou sa contre-valeur en cas d'émission en monnaie étrangère ou en unité monétaire quelconque établie par référence à plusieurs monnaies ; les montants potentiels d'augmentation de capital y afférents seront pris en compte dans l'appréciation du plafond visé ci-dessus ;

**Prend acte** du fait que si les souscriptions n'ont pas absorbé la totalité de l'émission, le Conseil d'administration pourra limiter le montant de l'opération au montant des souscriptions reçues sous la condition que celui-ci atteigne, au moins, les trois-quarts de l'émission décidée ;

**Décide** que :

(i) pour les augmentations de capital, le prix d'émission des actions nouvelles émises directement sera fixé par le Conseil d'administration conformément aux dispositions de l'article L. 225-138 II du Code de commerce et devra être déterminé en fonction des cours moyens pondérés par les volumes des actions ordinaires de la Société sur une période de quinze jours de bourse précédant immédiatement leur émission, auxquels sera appliquée une décote qui ne pourra pas excéder vingt pour cent (20 %) ;

(ii) pour les valeurs mobilières donnant accès au capital, le prix d'émission sera fixé par le Conseil d'administration de telle manière que les sommes perçues immédiatement par la Société lors de l'émission des valeurs mobilières en cause, augmentée des sommes susceptibles d'être perçues ultérieurement par la Société pour chaque action attachée et/ou sous-jacente aux valeurs mobilières émises, soit au moins égales au prix de souscription minimum défini à l'alinéa ci-dessus ;

(iii) la conversion, le remboursement et la transformation en actions de chaque valeur mobilière donnant accès au capital se fera, compte tenu de la valeur nominale de ladite valeur mobilière, en un nombre d'actions tel que la somme perçue par la Société, pour chaque action, soit au moins égale au prix de souscription minimum défini à l'alinéa ci-dessus.

Il est toutefois précisé qu'en cas d'admission des actions de la Société sur un marché réglementé, le prix minimum dont il est fait référence aux trois alinéas ci-dessus devra être au moins égal au prix minimum prévu par les dispositions légales et réglementaires en vigueur applicables aux sociétés dont les actions sont admises sur un marché réglementé ;

**Précise** que les opérations visées dans la présente résolution pourront être effectuées à tout moment, y compris en période d'offre publique sur les titres de la Société, dans le respect des dispositions législatives et réglementaires.

**Décide** de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux titres pouvant être émis dans le cadre de la présente résolution, au profit des catégories de bénéficiaires ci-après définies :

– les sociétés d'investissement, des fonds gestionnaires d'épargne collective ou des investisseurs qualifiés au sens du Code Monétaire et Financier, personnes physique ou morales, français ou étrangers, qui peuvent investir dans les valeurs moyennes et petites, de nationalité française, exerçant leur activité dans le secteur du Développement Durable et/ou énergies renouvelables, ou

– les groupes ou sociétés commerciales, de droit français ou étranger, ayant une activité opérationnelle dans le secteur du Développement Durable et/ou des énergies renouvelables,

– tout Actionnaire de la Société, personne physique ou morale, qui souhaiterait apporter un financement à celle-ci pour un montant minimum (par souscripteur) de 100 000 €,

étant précisé que le nombre de bénéficiaires, que le Conseil d'administration identifiera parmi les catégories ci-dessus, ne pourra être supérieur à 20 par émission.

**Constate et décide** que cette délégation emporte de plein droit, au profit des porteurs de valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital de la Société, renonciation expresse par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions auxquelles ces valeurs mobilières donnent droit ;

**Décide** que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs pour mettre en œuvre, la présente délégation à l'effet notamment, sans que cette liste soit limitative, d'arrêter les dates, les conditions et les modalités de toute émission ainsi que la forme et les caractéristiques des actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital, avec ou sans prime.

**Décide** que le Conseil d'administration disposera, avec faculté de subdélégation, de tous pouvoirs pour mettre en œuvre la présente délégation et procéder à la modification corrélative des statuts, à l'effet notamment de :

– décider le montant de l'augmentation de capital, fixer le prix d'émission ainsi que le montant de la prime qui pourra, le cas échéant, être demandée à l'émission ;

– déterminer les dates et modalités de l'augmentation de capital, la nature, les caractéristiques des valeurs mobilières à créer ; décider, en outre, dans le cas d'obligations ou d'autres titres de créance (y compris les valeurs mobilières donnant droit à l'attribution de titres de créance visées à l'article L.228-91 du Code de commerce), de leur caractère subordonné ou non (et, le cas échéant de leur rang de subordination, conformément aux dispositions de l'article L.228-97 du Code de commerce), fixer leur taux d'intérêt (notamment intérêt à taux fixe ou variable ou à coupon zéro ou indexé) et prévoir, le cas échéant, des cas obligatoires ou facultatifs de suspension ou de non-paiement des intérêts, prévoir leur durée (déterminée ou indéterminée), la possibilité de réduire ou d'augmenter le nominal des titres et les autres modalités d'émission (y compris le fait de leur conférer des garanties ou des sûretés) et d'amortissement (y compris de remboursement par remise d'actifs de la Société) ; le cas échéant, ces titres pourraient être assortis de bons donnant droit à l'attribution, à l'acquisition ou à la souscription d'obligations ou d'autres valeurs mobilières représentatives de créance, ou prévoir la faculté pour la Société d'émettre des titres de créance (assimilables ou non) en paiement d'intérêts dont le versement aurait été suspendu par la Société, ou encore prendre la forme d'obligations complexes au sens entendu par les autorités boursières (par exemple, du fait de leurs modalités de remboursement ou de rémunération ou d'autres droits tels qu'indexation, faculté d'options) ; modifier, pendant la durée de vie des titres concernés, les modalités visées ci-dessus, dans le respect des formalités applicables ;

– déterminer le mode de libération des actions ou des valeurs mobilières donnant accès au capital à émettre immédiatement ou à terme ;

– fixer, s'il y a lieu, les modalités d'exercice des droits (le cas échéant, des droits à conversion, échange, remboursement, y compris par remise d'actifs de la Société tels que des actions auto-détenues ou des valeurs mobilières déjà émises par la Société) attachés aux actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital à émettre et, notamment, arrêter la date, même rétroactive, à compter de laquelle les actions nouvelles porteront jouissance, ainsi que toutes autres conditions et modalités de réalisation de l'augmentation de capital ;

– fixer les modalités selon lesquelles la Société aura, le cas échéant, la faculté d'acheter ou d'échanger en bourse, à tout moment ou pendant des périodes déterminées, les valeurs mobilières émises ou à émettre immédiatement ou à terme en vue de les annuler ou non, compte tenu des dispositions légales ;

– prévoir la faculté de suspendre éventuellement l'exercice des droits attachés aux titres émis en conformité avec les dispositions légales et réglementaires ;

– à sa seule initiative, imputer les frais des augmentations de capital sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation de capital ;

– procéder à tous ajustements destinés à prendre en compte l'incidence d'opérations sur le capital de la Société, notamment en cas de modification du nominal de l'action, d'augmentation de capital par incorporation de réserves, d'attribution gratuite d'actions, de division ou de regroupement de titres, de distribution de dividendes, réserves ou primes ou de tous autres actifs, d'amortissement du capital, ou de toute autre opération portant sur les capitaux propres ou sur le capital (y compris en cas d'offre publique et/ou en cas de changement de contrôle), et fixer toutes autres modalités permettant d'assurer, le cas échéant, la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital (y compris par voie d'ajustements en numéraire) ;

– constater la réalisation de chaque augmentation de capital et procéder aux modifications corrélatives des statuts ;  
– d'une manière générale, passer toute convention notamment pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées, prendre toutes mesures et effectuer toutes formalités utiles à l'émission, à la cotation et au service financier des titres émis en vertu de la présente délégation ainsi qu'à l'exercice des droits qui y sont attachés.

**Prend acte** de ce que le Conseil d'administration rendra compte aux actionnaires lors de la prochaine assemblée générale ordinaire dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article L. 225-138 du Code de commerce.

**Décide** que la présente délégation, qui prive d'effet pour l'avenir toute délégation antérieure de même nature, est valable pour une durée de dix-huit (18) mois à compter de la présente Assemblée.

**Prend acte** du fait que, dans l'hypothèse où le Conseil d'administration viendrait à utiliser la délégation de compétence qui lui est conférée dans la présente résolution, le Conseil d'administration rendra compte à l'assemblée générale ordinaire suivante, conformément à la loi et à la réglementation, de l'utilisation faite des autorisations conférées dans la présente résolution.

**Résolution n° 9** (*Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration en vue d'émettre des obligations à chacune desquelles est attaché un bon de souscription d'action avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit d'une catégorie de bénéficiaires*). — L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires,

connaissance prise du rapport du Conseil d'administration du rapport du commissaire aux comptes conformément aux dispositions des articles L. 225-129 à L. 225-129-6 et de l'article L. 228-92 du Code de commerce,

conformément aux dispositions de l'article L.225-138 du Code de commerce, et sous réserve de l'adoption de la résolution ci-après sur la suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires,

**délègue** au Conseil d'administration sa compétence pour décider l'émission, en une ou plusieurs fois d'un emprunt obligataire d'un montant maximum en principal de 5 000 000 euros, par émission d'un nombre maximum de 5 000 000 obligations à chacune desquelles est attaché un bon de souscription d'action (ci-après les « **OBSA** ») au profit des personnes physiques ou morales entrant dans la catégorie définie sous la résolution suivante,

**décide** que chaque OBSA sera émise pour un prix d'émission de 1 euros,

**prend acte**, en tant que de besoin et conformément aux dispositions de l'article L. 225-132 al.6 du Code de commerce que la présente délégation emporte de plein droit, au profit des bénéficiaires de BSA, renonciation par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions qui seraient émises du fait de l'exercice desdits BSA,

**décide** que chaque OBSA sera assortie d'un (1) bon de souscription d'action (les « **BSA** ») donnant droit, en cas d'exercice, à la souscription d'une (1) action nouvelle de la Société, moyennant un prix de souscription unitaire de 1 euros par action (prime d'émission incluse) sans préjudice du plafonnement global ci-dessous,

**décide** que les BSA seront détachables à tout moment sur décision de leur titulaire sans accord préalable de la Société,

**autorise** en conséquence une augmentation de capital d'un montant nominal maximum de 1 650 000 euros par émission, en cas d'exercice de la totalité des 5 000 000 BSA, de 5 000 000 actions nouvelles de 0,33 euro(s) de valeur nominale chacune, montant auquel s'ajoutera éventuellement le montant nominal des actions ou valeurs mobilières supplémentaire à émettre pour réserver, conformément à la loi, les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant droit à des actions de la Société,

**décide** en outre que le montant nominal de toute augmentation de capital social susceptible d'être ainsi réalisée ne s'imputera pas sur le plafond global prévu à la résolution n° 17 de l'Assemblée Générale Mixte du 10 décembre 2018,

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-149 du Code de commerce, l'augmentation de capital résultant de l'exercice des BSA sera définitivement réalisée du seul fait de l'exercice des droits attachés aux BSA, et, le cas échéant, des versements correspondants,

**décide** que la délégation ainsi conférée au Conseil d'administration est valable pour une durée de 18 mois,

**décide** que les souscriptions aux OBSA pourront intervenir par voie de versement d'espèces et/ou par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société,

**décide** que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, pour mettre en œuvre, dans les conditions fixées par la loi et les statuts, la présente délégation à l'effet notamment :

- d'arrêter les dates, les conditions et les modalités de toute émission d'OBSA,
- d'arrêter les caractéristiques définitives des émissions d'OBSA y compris la date d'échéance des OBSA,
- de fixer les dates de souscription et procéder, le cas échéant, à la clôture anticipée des souscriptions,
- d'arrêter la liste des bénéficiaires entrant dans la catégorie définie ci-après et le nombre de titres à attribuer à chacun d'eux,
- de fixer les montants à émettre, la date de jouissance éventuellement rétroactive des actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital à émettre, leur mode de libération ainsi que, le cas échéant, les modalités d'exercice des droits à échange, conversion, remboursement ou attribution de toute autre manière de titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital,
- d'accomplir directement ou par mandataire, tous actes et formalités à l'effet de rendre définitive chaque émission d'OBSA,
- de constater la réalisation de la ou des augmentations de capital résultant de l'exercice des BSA attachés aux OBSA et procéder aux modifications statutaires corrélatives,
- de procéder à tous ajustements requis en application des dispositions légales ou réglementaires et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles applicables, pour protéger les droits des porteurs de valeurs mobilières et autres droits donnant

accès au capital de la Société et de suspendre, le cas échéant, l'exercice des droits attachés à ces valeurs mobilières pendant un délai maximum de trois mois,

**décide** que le Conseil d'administration pourra :

– à sa seule initiative et lorsqu'il l'estimera approprié, imputer les frais, droits et honoraires occasionnés par les augmentations de capital réalisées en vertu de la délégation visée dans la présente résolution, sur le montant des primes afférentes à ces opérations et prélever, sur le montant de ces primes, les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital, après chaque opération,

– le cas échéant, d'arrêter la (les) note(s) d'opération correspondante(s) et, plus généralement,

– prendre toutes mesures, conclure tout engagement et effectuer toutes formalités utiles à la bonne fin des émissions proposées, ainsi qu'à l'effet de rendre définitive les augmentations de capital en résultant, et apporter aux statuts les modifications corrélatives,

**Résolution n° 10** (*Suppression du droit préférentiel des actionnaires*). — L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires,

connaissance prise du rapport du Conseil d'administration du rapport du commissaire aux comptes conformément aux dispositions de l'article L. 228-92 du Code de commerce,

**décide** de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires au titre des émissions d'OBSA qui seraient mises en œuvre en application de la délégation de compétence ci-dessus, au profit de tout actionnaire de la Société, personne physique ou morale, qui souhaiterait apporter un financement à celle-ci pour un montant minimum (par souscripteur) de 100.000 €, à charge pour le Conseil d'administration de déterminer librement lesdits bénéficiaires parmi la catégorie indiquée ci-dessus.

**Résolution n°11** (*Délégation de compétence à donner au Conseil d'administration à l'effet d'émettre et d'attribuer des bons de souscription d'actions avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit d'une catégorie de personnes*). — L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial du Commissaire aux Comptes, et constaté la libération intégrale du capital social, statuant conformément aux dispositions des articles L. 225-129-2, L. 225-127 et suivants, L. 225-138 et L. 228-91 et suivants du Code de Commerce :

**Délègue** au Conseil d'administration avec faculté de subdélégation, sa compétence à l'effet d'émettre, en une ou plusieurs fois, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, des bons de souscription d'actions (« **BSA** ») ;

**Décide** que le montant nominal maximum des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées à terme en vertu de la présente délégation ne pourra être supérieur à 10% du capital de la Société au jour de la décision du Conseil d'administration ;

**Décide**, conformément aux dispositions des articles L. 225-132 et L. 225-138 du Code de commerce de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux BSA et de réserver le droit de les souscrire, toute personne physique ou morale administrateur, toute personne morale ou physique membre de tout Comité que le Conseil d'Administration viendrait à mettre en place et notamment tout membre du Comité stratégique ou consultant de la Société pouvant justifier d'une relation contractuelle, directement ou indirectement, avec la Société à la date du Conseil d'administration autorisant le principe de l'utilisation de cette délégation de compétence par le Conseil d'administration.

**Décide** que le Conseil d'administration fixera, le jour où les BSA seront attribués, le prix d'émission des BSA, la parité d'exercice et le prix de souscription des actions sous-jacentes, sachant que le prix de souscription des actions sur exercice des BSA sera au moins égal au plus haut des montants suivants :

– soit le prix d'émission des titres de toute augmentation de capital réalisée par la Société dans les six (6) mois précédant l'attribution des BSA ;

– soit à la moyenne pondérée des cours des quinze dernières séances de bourse sur le compartiment Alternext de Nyse Euronext Paris précédant l'attribution des BSA aux cours desquelles il y aura eu échange de titres de la Société, diminuée d'une décote de 20%.

**Constater** que la présente délégation emporte de plein droit, au profit des porteurs de BSA émis au titre de la présente résolution, renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions auxquels les BSA émis donnent droit ;

**Décide** que le Conseil d'administration :

– arrêtera la liste des bénéficiaires et le nombre de BSA attribués à chacun d'eux ;

– arrêtera les caractéristiques des BSA et leurs modalités d'exercice ;

– prendra l'ensemble des mesures nécessaires à la protection des porteurs de BSA, y compris, le cas échéant, en procédant à un ajustement du nombre d'action pouvant être obtenues par l'exercice des BSA attribués pour tenir compte de l'incidence de cette opération ;

– d'une manière générale, prendra toute mesure et effectuera toute formalité utile dans le cadre de la mise en œuvre de la présente résolution, et notamment effectuera toutes formalités pour réaliser l'émission de BSA envisagée, constatera la réalisation des augmentations de capital qui en résulteront, modifiera corrélativement les statuts, et modifiera à l'avenir, le cas échéant et sous réserve de l'accord de leurs titulaires le contrat d'émission des BSA.

**Prend acte** de ce que le Conseil d'administration rendra compte aux actionnaires lors de la prochaine assemblée générale ordinaire dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article L. 225-138 du Code de commerce ;

**Décide** que la présente délégation est valable pour une durée de dix-huit (18) mois à compter de la présente Assemblée ;

**Prend acte** du fait que, dans l'hypothèse où le Conseil d'administration viendrait à utiliser la délégation de compétence qui lui est conférée dans la présente résolution, le Conseil d'administration rendra compte à l'assemblée générale ordinaire suivante, conformément à la loi et à la réglementation, de l'utilisation faite des autorisations conférées dans la présente résolution.

**Prend acte** du fait que la présente délégation prive d'effet à compter de ce jour, le cas échéant à hauteur de la partie non encore utilisée, toute délégation antérieure ayant le même objet.

**Résolution n°12** (*Délégation de compétence au Conseil d'administration pour procéder à une augmentation du capital social en faveur des salariés, conformément aux articles L.225-129-6 du Code de commerce et L.3332-1 et suivants du Code du travail*). — L'Assemblée Générale, statuant aux règles de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales extraordinaires, et après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial du Commissaire aux comptes, conformément aux articles L. 225-129-2, L. 225-129-6 et L. 225-138-I du Code de commerce et L. 3332-1 et suivants du code du travail :

– **Délègue** au Conseil d'administration en application des dispositions des articles L.225-129 et L.225-129-2, sa compétence en vue, conformément aux dispositions de l'article L.225-129-6 du Code de commerce, d'augmenter, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, le capital social de la Société d'un montant nominal maximum de cinq millions d'euros [5.000.000 €]; par émission d'actions ou d'autres valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, réservée aux salariés adhérents au Plan d'Épargne Entreprise existant ou à instituer à l'initiative de la Société établi en commun par la Société et les sociétés françaises et étrangères qui lui sont liées au sens des articles L.3344-1 et L.3344-2 du Code du travail et L.233-16 du Code de commerce et/ou de tous fonds communs de placement par l'intermédiaire desquels les actions nouvelles ainsi émises seraient souscrites par eux dans les limites prévues par l'article L.3332-20 du Code du travail ;

**Délègue** au Conseil d'administration sa compétence en vue de décider lors des augmentations de capital par apport en numéraire qui seront décidées en application des délégations de compétence faisant l'objet des résolutions qui précèdent, et ce en une ou plusieurs fois, à des augmentations du capital social en numéraire par émission d'actions (à l'exclusion des actions de préférence) dans la limite d'un nombre total d'actions représentant 3% du capital social au jour de la décision d'émission, réservées aux salariés adhérents au Plan d'Épargne Entreprise existant ou à instituer à l'initiative de la Société établi en commun par la Société et les sociétés françaises et étrangères qui lui sont liées au sens des articles L.3344-1 et L.3344-2 du Code du travail et L.233-16 du Code de commerce et/ou de tous fonds communs de placement par l'intermédiaire desquels les actions nouvelles ainsi émises seraient souscrites par eux dans les limites prévues par l'article L.3332-20 du Code du travail, étant précisé que la libération des actions pourra être opérée soit en espèces soit par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles sur la Société et devront être intégralement libérées à la souscription ;

**Décide** que le prix de souscription des actions émises en vertu de la présente délégation, qui conféreront les mêmes droits que les actions anciennes de même catégorie, sera fixé par le Conseil d'administration dans des conditions prévues par les dispositions de l'article L.3332-20 du Code du travail, étant précisé que la méthode objective de valorisation de la Société retenue sera le cours de Bourse ;

**Décide** de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions de numéraire à émettre au profit des salariés adhérents au Plan d'Épargne Entreprise existant ou à instituer à l'initiative de la Société établi en commun par la Société et les sociétés françaises et étrangères qui lui sont liées au sens des articles L.3344-1 et L.3344-2 du Code du travail et L.233-16 du Code de commerce et/ou de tous fonds communs de placement par l'intermédiaire desquels les actions nouvelles ainsi émises seraient souscrites par eux dans les limites prévues par l'article L.3332-20 du Code du travail ;

**Décide** que les caractéristiques des autres titres donnant accès au capital de la société seront définies par le Conseil d'administration ;

**Décide** que la présente délégation est consentie pour une durée de 12 mois à compter de la présente Assemblée ;

**Décide** que la présente délégation annule toute résolution antérieure de même nature ;

**Décide** de conférer tous pouvoirs au Conseil d'administration pour mettre en œuvre la présente délégation, et à cet effet :

(i) fixer les conditions d'ancienneté exigées pour participer à l'opération, dans les limites légales, et le cas échéant, le nombre maximal d'actions pouvant être souscrites par salarié,

(ii) fixer le nombre d'actions nouvelles à émettre et leur date de jouissance,

(iii) fixer, dans les limites légales, le prix d'émission des actions nouvelles, étant précisé que la méthode objective de valorisation de la Société retenue sera le cours de Bourse, ainsi que les délais accordés aux salariés pour l'exercice de leurs droits,

(iv) fixer les délais et modalités de libérations des actions nouvelles,

(v) constater la réalisation de la ou des augmentations de capital et procéder aux modifications corrélatives des statuts,

(vi) procéder à toutes les opérations et formalités rendues nécessaires pour la réalisation de la ou des augmentations de capital.

**Décide** que cette délégation comporte au profit des salariés visés ci-dessus, renonciation expresse des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions qui seront émises.

**Résolution n°13 (Pouvoirs en vue de l'accomplissement des formalités).** — L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie, ou d'un extrait du présent procès-verbal pour effectuer tous dépôts, formalités et publications nécessaires.

#### **A) Formalités préalables à effectuer pour participer à l'Assemblée Générale.**

Les actionnaires peuvent prendre part à cette Assemblée quel que soit le nombre d'actions dont ils sont propriétaires, nonobstant toutes clauses statutaires contraires.

Il est justifié du droit de participer aux Assemblées Générales des sociétés par l'enregistrement comptable des titres au nom de l'actionnaire ou de l'intermédiaire inscrit pour son compte en application des dispositions légales, au deuxième jour ouvré précédant l'Assemblée, soit le 23 avril 2019 à zéro heure, heure de Paris, soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par la société, soit dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité.

L'inscription ou l'enregistrement comptable des titres dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité doit être constaté par une attestation de participation délivrée par ce dernier, le cas échéant par voie électronique dans les conditions prévues à l'article R.225-61 du Code de commerce, et annexée au formulaire de vote à distance ou de procuration, ou encore, à la demande de carte d'admission établis au nom de l'actionnaire ou pour le compte de l'actionnaire représenté par l'intermédiaire inscrit.

Une attestation est également délivrée à l'actionnaire souhaitant participer physiquement à l'Assemblée et qui n'a pas reçu sa carte d'admission le deuxième jour ouvré précédant l'Assemblée à zéro heure, heure de Paris.

A défaut d'assister personnellement à cette Assemblée, les actionnaires peuvent choisir entre l'une des trois formules suivantes :

- 1) adresser une procuration à la société sans indication de mandataire ;
- 2) donner une procuration à toute personne physique ou morale de son choix dans les conditions prévues à l'article L.225-106 I du Code de commerce.

Ainsi, l'actionnaire devra adresser à la Société une procuration écrite et signée indiquant son nom, prénom et adresse ainsi que ceux de son mandataire accompagnée de la photocopie d'une pièce d'identité de l'actionnaire et du mandataire. La révocation du mandat s'effectue dans les mêmes conditions de forme que celles utilisées pour sa constitution.

- 3) voter par correspondance.

Conformément aux dispositions de l'article R.225-79 du Code de commerce, la notification de la désignation et de la révocation d'un mandataire peut également être effectuée par voie électronique, selon les modalités suivantes :

— pour les actionnaires au nominatif pur : en envoyant un e-mail revêtu d'une signature électronique, obtenue par leurs soins auprès d'un tiers certificateur habilité dans les conditions légales et réglementaires en vigueur, à l'adresse électronique suivante [contact@global-ecopower.com](mailto:contact@global-ecopower.com) en précisant leurs nom, prénom, adresse et leur identifiant CM-CIC Market Solutions - Emetteur pour les actionnaires au nominatif pur (information disponible en haut et à gauche de leur relevé de compte titres) ou leur identifiant auprès de leur intermédiaire financier pour les actionnaires au nominatif administré, ainsi que les nom et prénom du mandataire désigné ou révoqué ;

— pour les actionnaires au porteur : en envoyant un e-mail revêtu d'une signature électronique, obtenue par leurs soins auprès d'un tiers certificateur habilité dans les conditions légales et réglementaires en vigueur, à l'adresse électronique suivante [contact@global-ecopower.com](mailto:contact@global-ecopower.com) en précisant leur nom, prénom, adresse et références bancaires complètes ainsi que les nom et prénom du mandataire désigné ou révoqué, puis en demandant impérativement à leur intermédiaire financier qui assure la gestion de leur compte-titres d'envoyer une confirmation écrite (par courrier) à CM-CIC Market Solutions - Emetteur, 6, avenue de Provence, 75452 Paris Cedex 9.

Seules les notifications de désignation ou de révocation de mandats dûment signées, complétées et réceptionnées au plus tard trois jours avant la date de tenue de l'Assemblée Générale pourront être prises en compte. Par ailleurs, seules les notifications de désignation ou de révocation de mandats pourront être adressées à l'adresse électronique susvisée, toute autre demande ou notification portant sur un autre objet ne pourra être prise en compte et/ou traitée.

L'actionnaire qui a déjà exprimé son vote à distance, envoyé un pouvoir ou demandé sa carte d'admission ou une attestation de participation peut à tout moment céder tout ou partie de ses actions. Cependant, si la cession intervient avant le deuxième jour ouvré précédant l'Assemblée, soit le 23 avril 2019, à zéro heure, heure de Paris, la société invalide ou modifie en conséquence, selon le cas, le vote exprimé à distance, le pouvoir, la carte d'admission ou l'attestation de participation. A cette fin, l'intermédiaire habilité teneur de compte notifie la cession à la société ou à son mandataire et lui transmet les informations nécessaires.

Aucune cession ni aucune autre opération réalisée après le deuxième jour ouvré précédant l'Assemblée à zéro heure, heure de Paris, quel que soit le moyen utilisé, n'est notifiée par l'intermédiaire habilité ou prise en considération par la société, nonobstant toute convention contraire.

Les formulaires de procuration et de vote par correspondance sont adressés automatiquement aux actionnaires inscrits en compte nominatif pur ou administré par courrier postal.

Pour les propriétaires d'actions au porteur, les formulaires de procuration et de vote par correspondance leurs seront adressés sur demande réceptionnée par lettre recommandée avec avis de réception par CM-CIC Market Solutions - Emetteur, 6, avenue de Provence, 75452 Paris Cedex 9 au plus tard six jours avant la date de l'Assemblée.

Pour être comptabilisé, le formulaire de vote par correspondance, complété et signé, devra être retourné à CM-CIC Market Solutions - Emetteur, 6, avenue de Provence, 75452 Paris Cedex 9 au plus tard trois jours avant la tenue de l'Assemblée.

Lorsque l'actionnaire a déjà exprimé son vote à distance, envoyé un pouvoir ou demandé sa carte d'admission ou une attestation de participation, il ne peut plus choisir un autre mode de participation à l'Assemblée, sauf disposition contraire des statuts.

**B) Questions écrites**

Chaque actionnaire a la faculté d'adresser au Conseil d'administration, lequel répondra en séance, les questions écrites de son choix. Les questions doivent être envoyées par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à l'adresse suivante Global EcoPower, Arteparc de Bachasson, Rue de la Carrière de Bachasson – 13590 MEYREUIL. Cet envoi doit être réalisé au plus tard le quatrième jour ouvré précédant la date de l'Assemblée Générale.

**C) Droit de communication des actionnaires.**

Conformément à la loi, l'ensemble des documents qui doivent être communiqués à cette Assemblée Générale, seront mis à la disposition des actionnaires, dans les délais légaux, au siège social de Global EcoPower et sur le site internet de la société [www.global-ecopower.com](http://www.global-ecopower.com) ou transmis sur simple demande adressée à CM-CIC Market Solutions - Emetteur, 6, avenue de Provence, 75452 Paris Cedex 9.

*Le Conseil d'administration.*